



Société anonyme au capital de 12 861 220 euros
Siège social : Parc d'Activités de Pissaloup – 78190 – TRAPPES
338 070 352 RCS VERSAILLES

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2009



Sommaire

- Attestation du responsable
- Rapport d'activité semestriel
- Comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2009
- Rapports des commissaires aux comptes



Attestation du responsable du rapport financier semestriel

« J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Egide et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 6 novembre 2009

Philippe Brégi

Président - Directeur général

EGIDE

Société anonyme au capital de 12 861 220 Euros
Siège social : Parc d'activités de Pissaloup, 78190 TRAPPES
RCS Versailles B 338 070 352

Rapport financier semestriel au 30 juin 2009

Ce rapport financier porte sur le premier semestre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et est établi conformément aux dispositions des articles L.451-1-2 III du Code monétaire et financier et des articles 222-4 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Chiffres clés consolidés

(en milliers d'euros)	30 juin 2009	30 juin 2008	Variation
Chiffre d'affaires	11 944	15 398	- 3 454
Résultat opérationnel	(1 665)	(400)	- 906
Résultat net	(1 779)	(883)	- 537
Actif non courant	1 549	4 971	- 3 374
Trésorerie disponible	604	1 340	- 446
Dettes financières (plus et moins d'un an)	1 872	5 717	- 3 845
Capitaux propres	3 660	6 782	- 2 762
Total du bilan	12 508	19 761	- 7 253
Actifs non courants destinés à être cédés	1 719	-	-
Passifs des actifs non courants destinés à être cédés	1 620	-	-

Commentaires sur l'activité et les résultats du groupe

Le groupe comprend Egide SA (société mère), les filiales américaines Egide USA Inc et Egide USA LLC, la filiale marocaine Egima et la filiale anglaise Egide UK. Toutes les entités du groupe ont eu une activité durant les 6 premiers mois de l'exercice 2009. La société Egima a généré un chiffre d'affaires de 8 k€ au cours du premier semestre en plus de celui réalisé avec Egide SA.

Concernant la filiale marocaine, il a été décidé de suspendre son activité d'assemblage et de traitement de surface au 1^{er} juillet 2009, compte tenu de la faiblesse des commandes d'embases relais et des coûts trop élevés de la sous activité engendrée. En parallèle, la recherche d'un acheteur pour cette entité marocaine a été intensifiée, l'objectif étant de céder la totalité des parts sociales d'Egima dans les meilleurs délais. Ainsi, en application des IFRS 5, l'ensemble des actifs et passifs d'Egima sera présenté sur des lignes distinctes en tant « qu'actif destiné à être cédé ».

Activité

Egide n'a malheureusement pas échappé à la crise économique mondiale dont les conséquences ont été particulièrement sévères durant le premier semestre 2009. Elles ont d'ailleurs conduit le groupe à mener une réorganisation industrielle, notamment avec un repositionnement de la filiale Egide USA sur ses marchés militaires domestiques, un transfert de la production des produits télécoms vers le site de production français et l'abandon de l'activité exercée sur le site marocain à compter du 1^{er} juillet.

Egide a ainsi réalisé un chiffre d'affaires de 11,9 millions d'euros au cours du premier semestre, soit 23 % de moins par rapport à la même période de l'année précédente. Ce chiffre d'affaires comprend une vente d'or récupéré sur des composants rebutés pour 0,7 million d'euros ; pour rendre comparables les chiffres de chacun des semestres, ce montant sera isolé dans chaque tableau.

La répartition par marché est la suivante :

	1 ^{er} semestre 2009		1 ^{er} semestre 2008		Variation	
	En M€	%	En M€	%	En M€	%
Télécoms	1,5	14	3,7	24	- 2,2	- 59 %
Militaire & spatial	6,3	56	6,0	39	+ 0,3	+ 5 %
Industriel	3,4	30	5,7	37	- 2,3	- 40 %
Sous Total	11,2	100	15,4	100	- 4,2	- 27 %
Vente d'or métal	0,7		0,0		+ 0,7	
Total	11,9		15,4		- 3,5	- 23 %

Bien que la diversification sur différents secteurs ait permis d'être mieux armé face à la crise, l'envergure de la récession a néanmoins impacté significativement le chiffre d'affaires du premier semestre 2009.

Les marchés industriels où Egide est présent (avionique civile, automobile et électronique) ont été très fortement touchés avec un recul des ventes de 40 %. L'activité d'embase relais pour l'aéronautique civile, exercée uniquement sur le site marocain d'Egima, est ainsi tombée à un niveau si bas que le maintien d'un site de production dédié ne se justifiait plus. De même, le secteur automobile, déjà en baisse au second semestre 2008, est resté très faible ; il convient cependant de noter qu'à son plus haut, ce marché représentait moins de 4 % du chiffre d'affaires du groupe.

Le secteur des télécoms est encore resté très incertain car même si la saturation des réseaux existants est maintenant un fait, la réticence des opérateurs à investir est forte, notamment à cause du contexte économique. Les ventes du secteur sont donc en recul de près de 60 % par rapport au premier semestre 2008 et ont atteint leur point bas historique depuis 2003.

Les autres secteurs (militaire, spatial, sécurité) ont mieux résisté avec une croissance de 5 %, mais n'ont pas pour autant été protégés des conséquences de la crise mondiale. Ainsi, un programme spatial européen a été mis en suspens durant plus de 4 mois et un client militaire français a revu à la baisse ses besoins court terme. Par contre, les ventes militaires aux USA et au Moyen Orient se sont améliorées.

La répartition par zone géographique est la suivante :

	1 ^{er} semestre 2009		1 ^{er} semestre 2008		Delta	
	En M€	%	En M€	%	En M€	%
France	2,9	26	4,7	31	- 1,8	- 38 %
Europe (hors France)	1,6	14	2,0	13	- 0,4	- 20 %
USA et Canada	4,4	39	6,5	42	- 2,1	- 32 %
Reste du monde	2,3	21	2,2	14	+ 0,1	+ 5 %
Sous Total	11,2	100	15,4	100	- 4,2	- 27 %
Vente d'or métal	0,7		0,0		+ 0,7	
Total	11,9		15,4		- 3,5	- 23 %

Toutes les zones géographiques sont en baisse d'un semestre à l'autre, à l'exception de la zone « Reste du monde » dont le maintien est uniquement dû à la forte croissance des ventes pour le client SCD (Israël) qui a compensé la baisse des clients télécoms Avanex/Fabrinet (Thaïlande) et Bookham (Chine).

Le recul des ventes France provient des secteurs militaire et industriel ; celui des ventes vers l'Europe, de la baisse du secteur spatial et de celle du chiffre d'affaires réalisé par Egide UK ; celui des ventes vers les Etats Unis, de la baisse des télécoms, des embases relais et de celle du chiffre d'affaires réalisé par Egide USA.

La répartition du chiffre d'affaires entre les 10 principaux clients est la suivante (hors cession d'or métal) :

Rang	Client	Marché	%
1	SCD	Militaire	14 %
2	Ulis	Industriel	8 %
3	Groupe STPI	Industriel	8 %
4	Interpoint	Militaire	6 %
5	Sofradir	Militaire	6 %
6	International Rectifier	Militaire	5 %
7	Thales Alenia Space	Spatial	4 %
8	Textron	Militaire	4 %
9	VPT / Delta	Militaire	3 %
10	JDS Uniphase	Télécoms	3 %

Ne font plus partie du top 10 : Avanex/Fabrinet (4^{ème} au premier semestre 2008), Bookham (5^{ème}), Cyoptics (8^{ème}) et Indigo/FLIR (9^{ème}), 3 acteurs télécoms et acteur industriel. Ils ont été remplacés par trois acteurs militaires (SCD, Textron et VPT/Delta) et par un acteur télécom (JDS Uniphase).

Les 10 premiers clients représentent 60 % du chiffre d'affaires du semestre.

La répartition par société est la suivante :

	1 ^{er} semestre 2009		1 ^{er} semestre 2008		Delta	
	En M€	%	En M€	%	En M€	%
Egide SA	6,7	60	9,5	62	- 2,8	- 29 %
Egide USA	3,6	32	4,8	31	- 1,2	- 25 %
Egide UK	0,9	8	1,1	7	- 0,2	- 18 %
Sous Total	11,2	100	15,4	100	- 4,2	- 27 %
Vente d'or (Egide SA)	0,7		0,0		+ 0,7	
Total	11,9		15,4		- 3,5	- 23 %

Toutes les entités du groupe ont vu leur chiffre d'affaires diminuer. L'unité française, avec près de 3 millions d'euros en moins, a particulièrement souffert, conséquence de la baisse des ventes du secteur industriel (Ulis, Groupe STPI, Indigo), spatial (TAS-I) et télécoms (Bookham, Cyoptics). La forte percée de SCD (militaire israélien) a cependant permis d'en limiter les effets. Egide USA a principalement subi les répercussions de la chute des télécoms (Avanex/Fabrinet) alors qu'Egide UK a limité ses pertes en intensifiant la diversification de ses clients.

Rappelons que pour atténuer les effets de ces baisses de chiffre d'affaires, chaque société du groupe avait procédé dès le premier trimestre 2009 à des ajustements d'effectifs : réduction de moitié aux Etats Unis, de 10 % en Angleterre et non renouvellement de tous les contrats à durée déterminée en France et au Maroc.

Résultats consolidés en normes IFRS

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2009	1 ^{er} semestre 2008
Chiffre d'affaires (production vendue)	11,2	15,4
Résultat opérationnel	(1,7)	(0,4)
<i>dont amortissements et dépréciation des immobilisations</i>	<i>(0,3)</i>	<i>(0,6)</i>
<i>dont dotations aux provisions</i>	<i>(0,3)</i>	<i>(0,0)</i>
Eléments financiers	(0,1)	(0,5)
Impôt sur le résultat	0,0	0,0
Résultat net	(1,8)	(0,9)
Excédent brut d'exploitation	(1,2)	0,0
Marge d'autofinancement	(1,3)	(0,3)

L'objectif d'équilibre de l'excédent brut d'exploitation avait été atteint au premier semestre 2008. Malheureusement, les débuts de la crise économique mondiale n'avaient pas permis au groupe de réitérer ce résultat au cours du deuxième semestre 2008. Avec un chiffre d'affaires en baisse de 23 % au premier semestre 2009, et malgré les mesures d'ajustement des coûts prises rapidement au cours du premier trimestre, les performances se sont dégradées mais ne sont que la conséquence de la sous activité, les autres indicateurs opérationnels étant demeurés satisfaisants.

Le taux de consommation de matières premières est resté stable à 46 % des ventes (1 point de mieux qu'en 2008), conséquence du niveau satisfaisant des rendements de production qui a permis de limiter les pertes liées aux rebuts et les coûts liés aux réapprovisionnements.

La part des frais de personnel (48 % du chiffre d'affaires) n'a, par contre, pas pu suivre la même tendance par rapport au premier semestre 2008 (39 % du chiffre d'affaires), et ce malgré les dispositions prises en début d'année concernant les effectifs. Bien qu'en baisse de 0,6 million d'euros (10 % des frais de personnel du 1^{er} semestre 2008) et sans que des soucis de productivité n'aient été constatés, leur niveau subit le poids des indirects (sous activité) et le délai des effets de réduction graduelle des effectifs tout au long du semestre, réduction ralentie notamment chez Egide SA par la demande de « Stop Work Order » d'un client spatial qui a demandé de garder des effectifs disponibles pour une reprise rapide de ses livraisons. L'effectif moyen du groupe au 1^{er} semestre 2009 était de 325 personnes (159 à Bollène et 20 à Trappes chez Egide SA, 76 chez Egide USA, 33 chez Egide UK et 37 chez Egima) ; il était de 421 au 1^{er} semestre 2008 et de 415 au 31 décembre 2008.

Le niveau des charges externes est en baisse de 0,3 million d'euros (maîtrise des frais fixes) alors que le montant des impôts et taxes reste stable par rapport aux trimestres précédents.

Compte tenu de ces éléments, l'excédent brut d'exploitation du semestre est en perte de 1,2 million d'euros alors qu'il était équilibré au premier semestre 2008.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations sont en baisse à 0,3 million d'euros contre 0,6 million d'euros au premier semestre 2008. Les faibles investissements depuis plusieurs trimestres expliquent cette évolution. Une créance d'impôt inscrite au bilan d'Egide SA issue de la dette fiscale (retenue à la source) de la filiale marocaine ayant une faible probabilité d'utilisation, elle a fait l'objet d'une dépréciation pour 0,3 million d'euros.

La vente d'or métal récupéré sur des composants a généré un produit de 0,7 million d'euros sur le premier semestre 2009. Compte tenu d'une valeur de stock de 0,2 million d'euros à la clôture du 31 décembre 2008, l'impact net de cette cession est de 0,5 million d'euros sur le semestre. Ce produit est considéré comme non récurrent.

Les frais financiers ont diminué d'un semestre à l'autre principalement à cause de l'absence des intérêts liés à l'emprunt de la filiale américaine en 2009 (alors que cet emprunt existait encore au premier semestre 2008). L'utilisation du factor dans toutes les entités du groupe représente la majeure partie des coûts financiers, leur niveau étant identique à celui du second semestre 2008.

Le résultat net dégage ainsi une perte de 1,8 million d'euros contre une perte de 0,9 million d'euros au cours du 1^{er} semestre 2008.

La marge d'autofinancement, qui correspond au résultat net corrigé des éléments non décaissés (dotations et reprises d'amortissements, de dépréciations et de provisions) se dégrade pour les mêmes raisons que le résultat net entre le premier semestre 2009 et le premier semestre 2008, avec respectivement – 1,3 million d'euros et – 0,3 million d'euros.

Le bilan résumé est présenté ci-dessous (en millions d'euros, normes IFRS) :

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations	1,6	Capitaux propres	3,7
Stocks et encours	4,2	Dettes financières + 1 an	0,0
Clients et autres débiteurs	3,8	Provisions non courantes	0,3
Trésorerie disponible	0,6	Dettes financières – 1 an	1,8
Autres actifs courants	0,6	Fourn. et autres créditeurs	5,1
Actifs destinés à être cédés	1,7	Passifs destinés à être cédés	1,6
Total	12,5	Total	12,5

Au cours du 1^{er} semestre 2009, les immobilisations corporelles ont augmenté de 0,1 million d'euros. Le besoin en fonds de roulement (stocks + créances clients - dettes fournisseurs) est de 45 jours de chiffre d'affaires, en forte baisse par rapport au premier semestre de l'exercice 2008 (qui était de 73 jours). Les autres actifs courants sont constitués pour moitié par des Sicav nanties (dont l'échéance est inférieure à 12 mois) et pour moitié par des charges constatées d'avance. Les Sicav étaient inscrites en actifs non courants au 31 décembre 2008.

Les capitaux propres s'élèvent à 3,7 millions d'euros, soit 30 % du total du bilan. L'endettement net (dettes financières à plus et moins d'un an – trésorerie disponible) est de 1,2 millions d'euros (uniquement lié à l'affacturage), soit 32 % des capitaux propres. L'utilisation de l'affacturage a consisté à maintenir les créances dans le poste « Clients » et à inscrire la contrepartie en « Dettes financières à moins d'un an ». Au 30 juin 2009, le montant des créances financées est de 1,8 millions d'euros. Il convient de préciser que les dettes financières liées à la société Egima sont inscrites dans les passifs liés aux actifs destinés à être cédés à hauteur de 0,8 million d'euros.

Informations financières d'Egide SA (résultats sociaux aux normes françaises)

Le tableau suivant résume les principales informations financières relatives à Egide SA au 30 juin 2009 :

(en millions d'euros)	30 juin 2009	30 juin 2008
Chiffre d'affaires	7,5	9,6
Excédent brut d'exploitation	(0,7)	(0,1)
Résultat d'exploitation	(0,7)	0,1
Résultat financier	(0,8)	(1,2)
Résultat exceptionnel	0,0	0,7
Résultat net	(1,5)	(0,4)

Eléments postérieurs à la clôture

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2009, clos le 30 septembre, Egide a réalisé un chiffre d'affaires consolidé non audité de 4,7 millions d'euros, en baisse de 35 % par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent mais seulement de 9 % par rapport au trimestre précédent. Le fort ralentissement, anticipé, de la chute du chiffre d'affaires confirmerait ainsi le début d'une reprise, notamment aux Etats Unis.

Les Télécoms ont représenté 16 % de ce chiffre d'affaires, le secteur défense et spatial 58 % et le secteur industriel 26 %. Les performances ont été contrastées selon les unités de production : Egide France et Egide UK ont respectivement réalisé une baisse de 13 % et 23 % par rapport au deuxième trimestre 2009, alors qu'Egide USA affiche une petite augmentation de 2 % (+ 7 % en dollar).

En matière de financement complémentaire à la politique de réduction des coûts déjà mise en place, l'opération immobilière de cession/location du bâtiment industriel de Bollène est en cours de réalisation. La proposition d'achat qui a été faite à Egide par un investisseur immobilier a été acceptée fin août et devrait se déboucler en fin d'année pour un montant net d'environ 1,1 million d'euros. Concernant la filiale marocaine, dont l'activité d'assemblage et de traitement de surface a été stoppée le 1^{er} juillet 2009, les discussions engagées avec la société désireuse de reprendre l'entité pour l'exploiter pour ses besoins propres se poursuivent, mais à un rythme ralenti par la crise qui touche actuellement le secteur aéronautique, cœur de son métier. Egide maintient chez Egima un minimum de salariés pour la gestion courante du site et quelques opérateurs continuant de réaliser des opérations d'ébavurage de composants pour le site de Bollène. La cession de cette filiale devrait intervenir dans les mois qui viennent.

Perspectives

L'activité du troisième trimestre 2009, bien que toujours en recul, montre néanmoins un ralentissement de la baisse des ventes. Ceci devrait s'inverser au cours du quatrième trimestre, avec un chiffre d'affaires séquentiel en hausse. Le scénario de reprise le plus vraisemblable à l'heure actuelle est une reprise par paliers ; l'environnement économique reste cependant fragile.

Certains secteurs pourraient repartir plus vite que d'autres : les télécoms devraient profiter des décisions récentes relatives au déploiement de la fibre optique alors que le secteur militaire, spatial et sécurité, après avoir repris aux Etats Unis, devrait redémarrer en Europe. Le domaine industriel (avionique civile, automobile et autre électronique professionnelle) pourrait par contre rester moins bien orienté, sans cependant trop peser sur le groupe Egide compte tenu de la diversification aujourd'hui du portefeuille client. Seule la filiale Egide UK pourrait souffrir plus que prévu et mettre plus de temps à retrouver un équilibre financier.

Ainsi, les grandes orientations prises par Egide dans son plan stratégique privilégient une approche prudente des mois qui viennent et la stratégie industrielle continuera d'être adaptée en fonction des évolutions des marchés applicatifs. La baisse du niveau du point mort, la finalisation de l'opération immobilière de Bollène ainsi que la cession à venir d'Egima devraient permettre à la société de faire face à cette crise, même si l'exercice 2009 restera déficitaire.

Principaux risques et incertitudes

Les principaux risques et incertitudes auxquels la société est soumise sont détaillés dans le chapitre 4 – Facteurs de risques du Document de Référence 2008 déposé auprès de l’Autorité des Marchés Financiers en date du 29 juillet 2009 et disponible sur le site de la société (www.egide.fr).

La crise mondiale avait remis en cause les objectifs 2009 de la société au niveau du chiffre d’affaires et de l’équilibre de ses cash flows. Cependant, sur la base des cash flows opérationnels attendus pour la fin 2009 et l’exercice 2010, qui intègrent notamment les mesures de réduction des coûts prises en cours d’année, et sur la base de l’opération de cession/location du site de Bollène qu’il est désormais nécessaire de réaliser dans les prochaines semaines, Egide prévoit de disposer d’une trésorerie suffisante pour faire face à ses échéances des 12 mois à venir.

Transactions entre parties liées

Il n’existe aucune transaction entre parties liées en dehors de celles conclues entre les différentes sociétés du groupe (Egide SA, Egide USA, Egide UK et Egima), transactions obéissant au régime des conventions réglementées et faisant l’objet d’une information auprès des commissaires aux comptes de la société. Ces conventions concernent la gestion des comptes courants entre filiales, la refacturation de frais de direction, les garanties et gages donnés par Egide SA au profit de ses filiales.

Par ailleurs, Egide SA a pris un engagement au bénéfice du Président - Directeur général en matière d’assurance « perte d’emploi ».

Déclaration de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

« J’atteste qu’à ma connaissance, les comptes présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société Egide et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d’activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l’exercice. »

Philippe Brégi
Président - Directeur général.



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES

EXERCICE 2009

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

(montants en milliers d'euros)

EGIDE SA - P.A. de Pissaloup – 78190 TRAPPES France

BILAN

ACTIF (en K€)	Notes	Valeurs nettes au 30/06/2009	Valeurs nettes au 31/12/2008
Immobilisations incorporelles	3.3.	2	3
Immobilisations corporelles	3.3.	1 421	3 017
Immobilisations financières	3.3.	126	138
Autres actifs non courants	3.4.	0	400
Actifs non courants		1 549	3 558
Stocks	3.5.	4 262	5 350
Clients et autres débiteurs	3.6.	3 818	7 541
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.7.	604	1 196
Autres actifs courants	3.8.	556	179
Actifs courants		9 240	14 266
Actifs non courants destinés à être cédés	3.12.	1 719	
TOTAL ACTIF		12 508	17 824

PASSIF (en K€)	Notes	Valeurs au 30/06/2009	Valeurs au 31/12/2008
Capital apporté	3.9.	12 861	12 861
Primes liées au capital social		349	349
Réserve légale		402	402
Réserves consolidées		- 6 261	- 4 010
Résultat		- 1 779	- 2 263
Ecart de conversion		- 1 911	- 1 860
Titres d'auto-contrôle			
Intérêts minoritaires			
Capitaux propres		3 660	5 480
Provisions non courantes	3.10.	240	215
Dettes financières à plus d'un an	3.11.	23	682
Passifs non courants		263	897
Provisions courantes	3.10.		
Dettes financières à moins d'un an	3.11.	1 849	4 031
Fournisseurs et autres créiteurs	3.11.	5 116	7 416
Passifs courants		6 965	11 447
Passifs liés à des actifs non courants destinés à être cédés	3.12.	1 620	
TOTAL PASSIF		12 508	17 824

COMPTE DE RESULTAT (en K€)	Notes	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Chiffre d'affaires		11 944	15 398	29 847
Achats consommés		- 5 377	- 7 176	- 13 853
Var. stocks de pds finis & en cours		31	264	- 96
Charges de personnel		- 5 425	- 6 012	- 12 093
Charges externes		- 1 869	- 2 191	- 4 664
Impôts et taxes		- 278	- 367	- 554
Amort. & dépr. des immobilisations	3.3.	- 349	- 585	- 1 128
Dotations et reprises de dépr. & provis.	3.5, 6, 10	- 294	20	- 30
Autres produits et charges opérationnels	3.3, 13.	- 49	249	865
Résultat opérationnel	3.14.	- 1 665	- 400	- 1 706
Produits de trésorerie et équiv. de trés.	3.15.	6	26	44
Coût de l'endettement financier brut	3.15.	- 143	- 257	- 520
Coût de l'endettement financier net	3.15.	- 137	- 231	- 476
Autres produits et charges financiers	3.15.	26	- 249	- 76
Impôt sur le résultat	3.13.	- 3	- 3	- 4
Résultat de l'exercice		- 1 779	- 883	- 2 263
. part du Groupe		- 1 779	- 883	- 2 263
. intérêts minoritaires		0	0	0
Résultat par action (en €)		- 1.38	- 0.69	- 1.76
Résultat dilué par action (en €)		- 1.38	- 0.69	- 1.76

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en K€)	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves légale et consolidées	Autres capitaux propres	Résultat	Capitaux propres
Situation au 31/12/2007	1 286 119	12 861	355	2 517	- 1 933	- 6 141	7 659
Variation du capital de la société – mère	3						
Affectation du résultat de l'exercice 2007			- 6	- 6 136		6 141	0
Résultat de l'exercice						- 2 263	- 2 263
Options de souscription d'actions				11			11
Variation de l'écart de conversion					73		73
Situation au 31/12/2008	1 286 122	12 861	349	- 3 608	- 1 860	- 2 263	5 480
Variation du capital de la société – mère							
Affectation du résultat de l'exercice 2008				- 2 263		2 263	0
Résultat de l'exercice						- 1 779	- 1 779
Options de souscription d'actions				11			11
Variation de l'écart de conversion					- 51		- 51
Situation au 30/06/2009	1 286 122	12 861	349	- 5 859	- 1 911	- 1 779	3 660

Il n'y a pas d'intérêts minoritaires dans le Groupe Egide.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en K€)

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Résultat net des sociétés intégrées	- 1 779	- 883	- 2 263
Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité			
amortissements, dépréciations et provisions (1)	372	563	1 042
plus-values de cession d'immobilisations incorp. & corp.		- 253	- 808
autres	11	- 483	255
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)			
(augmentation) / diminution des stocks	1 096	- 309	- 258
(augmentation) / diminution des créances clients	2 947	- 1 067	- 200
(augmentation) / diminution des autres créances	422	512	- 164
augmentation / (diminution) des dettes fournisseurs	- 1 819	- 34	191
augmentation / (diminution) des dettes fiscales et sociales	391	11	39
augmentation / (diminution) des autres dettes	- 148	284	192
Flux de trésorerie liés à l'activité	1 493	- 1 658	- 1 974
Acquisitions d'immobilisations	- 135	- 165	- 344
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt		973	2 333
Incidence des variations de périmètre			
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 135	807	1 989
Augmentations de capital en numéraire			
Variation des autres fonds propres			
Souscriptions d'emprunts auprès d'établissements de crédit ou crédit-bail		80	64
Remboursements d'emprunts auprès d'établissements de crédit ou crédit-bail	- 186	- 454	- 1 582
Dettes financières relatives à l'affacturage et au crédit revolving	- 1 911	995	1 030
Variation de nantissement de sicav	110	151	253
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	- 1 987	772	- 236
Variation de trésorerie	- 630	- 79	- 221
Trésorerie de clôture *	544	1 315	1 190
Actifs non courants destinés à être cédés à la clôture	20		
Trésorerie d'ouverture *	1 190	1 405	1 405
Incidence des variations de cours des devises	- 4	11	- 5
Variation de la trésorerie	- 629	- 79	- 221
(1) hors dépréciations sur actif circulant			
(2) en valeurs nettes			

Les dettes fournisseurs présentant une échéance à fin juin 2009 et réglées au début du semestre suivant se sont élevées à 124 KE et à 494 KE au titre de décembre 2008 réglées début 2009.

* : pour information, les montants de trésorerie, hors actifs non courants destinés à être cédés, au 30/06/2009 et au 31/12/2008 se décomposent comme suit :

(en K€)	Solde au 30/06/2009	Solde au 30/06/2008	Solde au 31/12/2008
Trésorerie et équivalents de trésorerie	603	1 340	1 196
Découverts bancaires et intérêts courus	- 59	- 25	- 6
Trésorerie dans le tableau de flux	544	1 315	1 190

NOTES

GÉNÉRALITÉS.....	8
INFORMATIONS RELATIVES AU RÉFÉRENTIEL DE CONSOLIDATION ET AU PÉRIMÈTRE.....	8
1.1. BASE DE PRÉPARATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	8
1.2. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION	9
1.3. RÈGLES DE CONSOLIDATION.....	9
PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION	9
2.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX	9
2.2. MÉTHODE DE RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES	9
2.3. ECART D'ACQUISITION	10
2.4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	10
2.5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11
2.6. TEST DE DÉPRÉCIATION DES ACTIFS NON FINANCIERS.....	11
2.7. IMMOBILISATIONS ACQUISES PAR VOIE DE LOCATION-FINANCEMENT	12
2.8. STOCKS ET ENCOURS	12
2.9. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES	12
2.10. COMPTES ET OPÉRATIONS RÉCIPROQUES	13
2.11. DETTES ET CRÉANCES	13
2.12. DISPONIBILITÉS	13
2.13. IMPÔTS DIFFÉRÉS.....	13
2.14. PROVISION POUR PENSIONS ET AVANTAGES SIMILAIRES.....	14
2.15. PROVISIONS	14
2.16. OPTIONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS.....	14
2.17. AFFACTURAGE	15
2.18. INFORMATION SECTORIELLE	15
2.19. ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS.....	15
INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RÉSULTAT	16
3.1. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES DÉTERMINANTS	16
3.2. GESTION DU RISQUE FINANCIER.....	16
3.2.1. <u>Risques de change</u>	16
3.2.2. <u>Risques de taux</u>	17
3.2.3. <u>Risques de liquidité</u>	18
3.3. IMMOBILISATIONS	19
3.4. AUTRES ACTIFS NON COURANTS	20
3.5. STOCKS ET ENCOURS	21
3.6. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	21
3.7. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE.....	22
3.8. AUTRES ACTIFS COURANTS.....	23
3.9. INFORMATIONS SUR LE CAPITAL APPORTÉ	23
3.9.1. <u>Plans d'options de souscription d'actions</u>	23
3.9.2. <u>Autorisations d'augmentation de capital</u>	24
3.10. PROVISIONS	25
3.11. ETAT DES DETTES	25
3.12. ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS.....	26
3.13. IMPÔT ET CRÉDIT D'IMPÔT.....	27
3.14. INFORMATION SECTORIELLE	28
3.14.1. <u>Secteur primaire</u>	28
3.14.2. <u>Secteur secondaire</u>	28
3.15. RÉSULTAT FINANCIER.....	28
3.16. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES.....	29
3.17. ENGAGEMENTS HORS BILAN	30
3.18. VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN	31
EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE.....	31

Généralités

Egide conçoit, produit et distribue des composants hermétiques d'encapsulation (boîtiers électroniques passifs) servant à la protection et à l'interconnexion des systèmes électroniques.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés établis au 30 juin 2009, dont le total du bilan est de 12 508 KE, et le compte de résultat, présenté sous forme de liste, dégage une perte de 1 420 KE arrêtée par le Conseil d'Administration du 20 octobre 2009.

L'ensemble des informations données ci-après est exprimé en milliers d'euros (KE), sauf indication contraire.

L'arrêté annuel se fait au 31 décembre, l'exercice couvrant la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009.

Informations relatives au référentiel de consolidation et au périmètre

1.1. Base de préparation de l'information financière

Conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, le Groupe Egide présente ses états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 juin 2009 conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne et publiées par l'IASB au 30 juin 2009. Ce référentiel comprend les IFRS et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations applicables au 30 juin 2009. Cet ensemble de normes et leurs interprétations sont communément appelées normes IFRS ou "IFRS" par simplification.

Le Groupe n'a appliqué par anticipation aucune norme ou interprétation déjà publiée non entrée en vigueur au 30 juin 2009. La réflexion sur l'impact potentiel de ces normes ou interprétations est en cours. Le Groupe n'anticipe pas à ce stade de sa réflexion d'impact matériel.

Les impacts de l'application d'IFRS 7 ont été traduits dans les paragraphes 3.2, 3.4 et 3.11. L'amendement IAS 1 n'a eu aucun impact sur la présentation des états financiers. IFRIC 7, 8, 9 et 10 n'ont pas eu d'impact sur les comptes clos au 30 juin 2009.

1.2. Périmètre et méthodes de consolidation

Les sociétés retenues dans le cadre des comptes consolidés du Groupe Egide au 30 juin 2009 sont les suivantes :

Sociétés	Siège social	Pourcentage d'intérêt	Méthode de consolidation	Date d'entrée dans le groupe
Egide SA	Trappes (Yvelines)	100%	Société Mère	NA
Egide USA LLC	Wilmington – Delaware (USA)	100%	Intégration globale	08/11/2000
Egide USA Inc.	Cambridge – Maryland (USA)	100%	Intégration globale	29/12/2000
Egima	Casablanca (Maroc)	100%	Intégration globale	01/11/2000
Egide UK Ltd	Woodbridge – Suffolk (Grande Bretagne)	100%	Intégration globale	01/06/2002

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation clôturent leurs comptes annuels au 31 décembre.

1.3. Règles de consolidation

Les états financiers des différentes filiales étrangères sont retraités en conformité avec le plan comptable du Groupe et les règles communes d'évaluation des différents postes afin de garantir une homogénéité satisfaisante des informations financières.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1. Principes généraux

Les comptes consolidés de l'exercice 2009 sont élaborés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices et de continuité de l'exploitation.

La crise mondiale avait remis en cause les objectifs 2009 de la société au niveau du chiffre d'affaires et de l'équilibre de ses cash flows. Cependant, sur la base des cash flows opérationnels attendus pour la fin 2009 et l'exercice 2010, qui intègrent notamment les mesures de réduction des coûts prises en cours d'année, et sur la base de l'opération de cession/location du site de Bollène qu'il est désormais nécessaire de réaliser dans les prochaines semaines, Egide prévoit de disposer d'une trésorerie suffisante pour faire face à ses échéances des 12 mois à venir.

2.2. Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires

Les produits sont expédiés selon l'incoterm départ usine. Le chiffre d'affaires est reconnu lors du transfert des risques soit lors de l'expédition des produits, soit lors de la mise à disposition à l'usine.

2.3. Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué initialement par l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, des passifs identifiés et passifs éventuels acquis.

Conformément à IFRS 3, les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation au minimum annuellement ou en cas d'indice de perte de valeur.

Le test de dépréciation est explicité au paragraphe 2.6.

2.4. Immobilisations incorporelles

Les normes IAS 36 et IAS 38 sont applicables aux immobilisations incorporelles.

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition à la date d'entrée des actifs immobilisés dans le patrimoine, augmenté des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens.

Compte tenu du caractère "sur mesure" des produits commercialisés par Egide, les frais de recherche et développement portent, pour l'essentiel, sur des projets développés en partenariat avec ses clients. Ces coûts sont ensuite incorporés dans les coûts de prototypes facturés aux clients. En conséquence, aucun frais de recherche et de développement n'est immobilisé à l'actif du bilan du groupe.

Les immobilisations qui ont une durée de vie finie sont amorties de manière linéaire sur la durée d'utilité prévue au cours de laquelle elles généreront des avantages économiques au Groupe. Les amortissements sont calculés selon les taux suivants :

	Linéaire
Droits représentatifs de savoir-faire acquis (licences)	10 à 20 %
Logiciels	20 à 33.33%
Brevets	8.33%

La base d'amortissement n'a pas tenu compte de valeurs résiduelles à la fin de l'utilisation de l'actif car aucune valeur résiduelle significative n'a été identifiée pour les immobilisations du groupe Egide. Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revus au minimum à chaque fin d'exercice et peuvent venir modifier de manière prospective le plan d'amortissement initial.

Un test de dépréciation est réalisé dès lors qu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur. Une dépréciation est alors comptabilisée si la valeur recouvrable de l'immobilisation concernée est inférieure à sa valeur nette comptable. Cette dépréciation vient en diminution de la base comptable amortissable sur la durée de vie restante.

Le test de dépréciation est explicité au paragraphe 2.6.

2.5. Immobilisations corporelles

Les normes IAS 16 et IAS 36 sont applicables aux immobilisations corporelles.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à leur coût d'acquisition à la date d'entrée dans le patrimoine des actifs immobilisés, augmenté des frais accessoires nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Une dépense est inscrite à l'actif s'il est probable que les avantages économiques futurs qui lui sont associés iront au Groupe et que son coût peut être évalué de façon fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges si elles ne correspondent pas à cette définition.

Les immobilisations en-cours correspondent à des immobilisations non encore mises en service à la clôture de l'exercice.

Quand des composants significatifs sont identifiés dans une immobilisation corporelle avec des durées d'utilité différentes, ces composants sont comptabilisés séparément et amortis sur leur propre durée de vie. Les dépenses relatives au remplacement et au renouvellement d'un composant d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est sorti de l'actif.

Les immobilisations corporelles sont amorties de manière linéaire sur la durée d'utilité prévue au cours de laquelle elles généreront des avantages économiques au Groupe. Les amortissements sont calculés selon les taux suivants :

	Linéaire
Constructions	4 %
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	10 %
Installations techniques, matériel et outillage industriel	10 à 33.33 %
Matériel et mobilier de bureau, autres agencements et installations	10 à 33.33 %

Aucune valeur résiduelle à la fin de l'utilisation de ces actifs n'a été retenue et donc n'a été déduite de la base d'amortissement.

Le mode d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revus au minimum à chaque fin d'exercice et peuvent venir modifier de manière prospective le plan d'amortissement initial.

Un test de dépréciation est réalisé dès lors qu'il existe un indice interne ou externe de perte de valeur. Une dépréciation est alors comptabilisée si la valeur recouvrable de l'immobilisation concernée est inférieure à sa valeur nette comptable. Cette dépréciation vient en diminution de la base comptable amortissable sur la durée de vie restante.

Le test de dépréciation est explicité au paragraphe 2.6.

2.6. Test de dépréciation des actifs non financiers

Préalablement au test de dépréciation, une identification des unités génératrices de trésorerie (UGT) a été effectuée. Une UGT est constituée par un ensemble homogène d'actifs dont

l'utilisation génère des entrées de trésorerie qui sont propres à cette UGT. Pour le Groupe Egide, il est considéré que les UGT sont les suivantes :

- les sociétés Egide SA et Egima
- la société Egide USA Inc
- la société Egide UK Ltd.

En effet, ces centres de profits reflètent le mode de génération des cash flows le plus fin que peut définir le Groupe. Le Groupe procède à l'évaluation des cash flows futurs actualisés que va générer chaque UGT. La valeur d'utilité correspondant au résultat de l'actualisation de ces cash flows est comparée à la valeur nette comptable des actifs incorporels et corporels de l'UGT correspondante. Si cette valeur d'utilité est inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est enregistrée, sauf si telle ou telle immobilisation ou ensemble d'immobilisations a une valeur de marché spécifique supérieure à sa valeur comptable.

2.7. Immobilisations acquises par voie de location-financement

Conformément à IAS 17, les contrats de location-financement sont retraités et inscrits dans les comptes consolidés. Les biens correspondants sont inscrits à l'actif du bilan, en contrepartie, une dette figure au passif. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue du bien concerné (cf. durées indiquées au paragraphe 2.5.).

2.8. Stocks et encours

Les stocks de matières premières, consommables et de marchandises sont comptabilisés à leur coût d'achat (majoré des frais d'acheminement) selon la méthode du coût moyen pondéré. Les encours, produits finis et semi-finis sont valorisés à leur coût de production comprenant l'ensemble des charges directes et indirectes de fabrication afférentes aux références reconnues bonnes en fin de fabrication ; le coût des rebuts de fabrication est enregistré directement dans les charges de l'exercice. Lorsque les prix de revient sont supérieurs aux prix de vente, diminués des frais de commercialisation des produits, une dépréciation est constituée pour la différence.

Les matières premières, les produits semi-finis et finis donnent lieu à la constitution de dépréciations calculées en fonction de leur ancienneté et de leurs perspectives d'utilisation ou de vente. Ces dépréciations sont constituées dès la première année à hauteur de 5 % et portées à hauteur de 50 à 100 % la deuxième année selon la nature des stocks et à 100 % la troisième sur la base de l'historique de dépréciation constaté. Il est précisé que le stock de matières premières comprend des composants et de la matière brute. Cette dernière, de par sa nature, se voit appliquer des règles de taux de dépréciation différents, fonction de l'écoulement possible par transformation en composants ou par revente sur un marché existant.

Les variations de stocks et en-cours et les dotations et reprises de dépréciations afférentes à ces stocks sont présentées sur une même ligne du compte de résultat du Groupe.

2.9. Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les états financiers sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation des comptes du Groupe.

Les comptes d'Egide USA Inc et d'Egide UK Ltd (filiales autonomes) sont convertis selon la méthode du cours de clôture, le bilan étant ainsi converti en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste "écarts de conversion".

Les comptes d'Egide USA LLC et d'Egima (filiales non autonomes) sont convertis selon la méthode du cours historique, le bilan étant ainsi converti au cours historique, sauf pour les éléments monétaires convertis au cours de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites en capitaux propres dans le poste "écarts de conversion".

2.10. Comptes et opérations réciproques

Tous les comptes et opérations réciproques entre les sociétés consolidées sont ajustés puis éliminés.

2.11. Dettes et créances

Les dettes et créances sont enregistrées initialement pour leur juste valeur, celles ayant une échéance à plus d'un an étant, le cas échéant, actualisées. Leur évaluation ultérieure est effectuée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créances présentant, le cas échéant, des risques de non recouvrement, font l'objet de dépréciations à hauteur de la valeur estimée du risque.

Les créances et dettes en monnaies étrangères sont évaluées à la clôture au taux de change en vigueur à cette date. Les écarts de conversion correspondants donnent lieu à l'enregistrement de pertes ou gains de change latents en résultat financier.

2.12. Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque et en caisse sont évaluées au cours de clôture.

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût d'achat. Elles sont, le cas échéant, ajustées pour tenir compte de leur valeur liquidative à la clôture de l'exercice. Les VMP sont ainsi évaluées à leur juste valeur par contrepartie du résultat.

Les plus ou moins-values réalisées au cours de l'exercice sont déterminées par la méthode du "premier entré – premier sorti" (F.I.F.O.).

2.13. Impôts différés

Certains retraitements apportés aux comptes annuels des sociétés consolidées afin de les mettre en harmonie avec les principes comptables applicables pour les comptes consolidés, ainsi que certains décalages temporaires qui existent dans les comptes annuels, dégagent des différences temporaires entre la valeur fiscale et la valeur comptable des actifs et passifs retraités.

Les différences temporaires donnent lieu à la constatation d'impôts différés dans les comptes consolidés selon la méthode du report variable.

Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable dans un avenir prévisible.

2.14. Provision pour pensions et avantages similaires

Chez Egide SA, les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une provision calculée conformément à la norme IAS 19, de même que les primes versées aux salariés à l'occasion de l'obtention de la médaille du travail et que l'allocation spéciale d'ancienneté. Ces engagements résultent des conventions collectives applicables à chaque établissement et sont calculés selon la méthode de répartition des droits au prorata de l'ancienneté. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- âge de début de carrière : 18 ans
- taux d'augmentation annuel moyen des salaires : 2,5 %,
- l'espérance de vie résulte de la table de mortalité de l'Insee 2003-2005
- la probabilité de présence est évaluée en fonction de statistiques internes propres à chaque établissement
- le taux d'actualisation financière à long terme a été retenu pour 3,72 % (taux OAT 10 ans)
- les provisions sont calculées hors charges patronales car, généralement, de telles obligations ne sont pas assujetties à charges sociales.

Ces provisions ne concernent pas les filiales étrangères, ces sociétés n'ayant pas d'engagement de payer des primes complémentaires à l'expiration des contrats de travail des salariés, ni à aucune autre occasion au cours de leur présence au sein de la société.

L'effet de l'actualisation récurrente et des variations normales des variables du calcul de la provision (ancienneté, mouvement de personnel, taux d'actualisation, etc ...) est constaté intégralement en compte de résultat.

2.15. Provisions

La comptabilisation de provisions intervient dès lors qu'à la clôture de l'exercice, il existe une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable, à la date d'arrêté des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ces tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

2.16. Options de souscription d'actions

La société applique la norme IFRS 2 « Paiement en actions et assimilés » aux instruments de capitaux propres octroyés après le 7 novembre 2002 et dont les droits ne sont pas encore acquis au 30 juin 2009.

2.17. Affacturage

Les sociétés du Groupe ont recours à l'affacturage, Egide SA depuis le 1^{er} semestre 2006, Egide USA Inc et Egide UK Ltd depuis le 1^{er} trimestre 2007. Il n'y a pas d'impact sur la présentation des comptes clients de la société mais une dette financière diverse à court terme apparaît au passif du bilan. Elle représente les avances financées par le factor sous déduction des règlements clients reçus par le factor en remboursement de la créance qui a été subrogée. Le Groupe affacture actuellement environ 81% de son chiffre d'affaires.

L'organisme d'affacturage d'Egide SA traitant les créances export prévoit de limiter les encours autorisés par client financé à 250 KE. Cette limite n'était pas appliquée au 30 juin 2009 car, pour les clients concernés, l'assurance crédit couvre un encours plus important.

2.18. Information sectorielle

Un secteur géographique est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs géographiques.

Un secteur d'activité est un groupe d'actifs et d'opérations engagés dans la fourniture de produits ou de services et qui est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité.

2.19. Actifs non courants destinés à être cédés

Conformément aux dispositions d'IFRS 5, lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs non courants (ou groupe d'actifs incluant les actifs courants qui y sont liés) sont présentés séparément au bilan dans les postes « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui y sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Passifs liés aux actifs non courants destinés à être cédés ». Ce classement implique que les actifs (ou le groupe d'actifs) destinés à être cédés soient disponibles en vue de leur vente immédiate, en leur état actuel.

Le caractère hautement probable de la vente est apprécié en fonction des critères suivants : la direction s'est engagée dans un plan de cession d'actifs (ou groupe d'actifs) et un programme pour trouver un acheteur et finaliser le plan a été lancé. De plus, les actifs doivent être activement commercialisés en vue de la vente à un prix raisonnable par rapport à leur juste valeur.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants et groupes d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur juste valeur minorée des coûts de vente.

Les actifs non courants concernés cessent d'être amortis à compter de leur date de classification en actifs détenus en vue de la vente. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat dans le poste « Résultat des activités destinées à être cédées ». Les pertes de valeurs comptabilisées à ce titre sont réversibles.

Informations complémentaires sur le bilan et le compte de résultat

3.1. Estimations et jugements comptables déterminants

Le Groupe procède à des estimations et retient des hypothèses concernant l'activité future. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les hypothèses et estimations risquant de façon importante d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours de la période suivante concernent premièrement le test de dépréciation portant sur les immobilisations incorporelles et corporelles que le Groupe peut être amené à réaliser. En effet, conformément à la méthode comptable définie au paragraphe 2.6., les montants recouvrables des unités génératrices de trésorerie sont déterminés à partir des calculs de valeur d'utilité. Ces calculs nécessitent de recourir à des estimations.

Deuxièmement, le Groupe détermine les durées d'utilité de ses immobilisations corporelles estimées et les dotations aux amortissements qui en découlent. Concernant les équipements de production céramique, cette estimation est basée sur des cycles de vie projetés des produits. Elle pourrait être sujette à modification du fait de la variation de la durée de ces cycles.

De même, ces hypothèses et estimations d'activité ont un impact très significatif sur la trésorerie attendue de l'exploitation d'Egide. Le niveau de trésorerie attendu par Egide pour faire face à ces échéances des 12 mois à venir, tel que mentionné au paragraphe 2.1 ci-dessus, est donc conditionné par la bonne réalisation de ces prévisions de chiffre d'affaires et de rentabilité.

Par ailleurs, IFRS 5 trouve son application au 30 juin 2009 et concerne la filiale Egima, actuellement détenue à 100%, pour laquelle Egide SA a activement lancé la recherche d'un acquéreur pour la totalité des parts sociales. Des discussions pour la reprise d'Egima ont déterminé la Direction à considérer l'opération comme hautement probable, et pouvant se réaliser dans un délai de douze mois.

La nature de l'opération conduit à présenter séparément au bilan les actifs non courants d'Egima en « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les dettes appartenant à la filiale sont isolées comme « Passifs liés à des actifs non courants destinés à la vente ».

3.2. Gestion du risque financier

3.2.1. Risques de change

Egide réalise ses ventes majoritairement à l'exportation (70 %), l'Amérique du nord représentant 37 % du total des ventes du groupe. Le maintien d'un dollar faible face à l'euro en 2009 a continué de pénaliser le chiffre d'affaires du groupe lors de sa conversion en euros.

Cependant, 30 % de ce chiffre d'affaires est libellé en dollars et réalisé par la filiale américaine Egide USA, dont l'ensemble des coûts est également en dollars. Par ailleurs, la majeure partie du chiffre d'affaires européen est libellé en euros. Le risque de change est donc limité à la part des ventes libellées en dollars et réalisée par la société française Egide SA, soit 6 % du chiffre d'affaires du premier semestre de l'exercice 2009.

Les recettes en dollars américains reçues par Egide SA sont utilisées pour des achats de composants aux Etats-Unis. En 2009, les encaissements en dollars ont cependant été très inférieurs aux décaissements car la mise en place de l'affacturage a entraîné des financements en euros. Le risque se situe donc au niveau du cours de la devise le jour de l'achat de dollars américains car les recettes ne couvrent pas les dépenses à régler dans cette monnaie. Aucune couverture spécifique n'a été mise en place.

En ce qui concerne la filiale américaine, l'ensemble des achats et des ventes est effectué en dollars. A la clôture de l'exercice, le risque de change sera donc limité pour le groupe au résultat de l'exercice d'Egide USA ainsi qu'à sa trésorerie libellée en dollars.

Un schéma de travail à façon est mis en place entre Egide et Egima : les recettes d'exportation de produits fabriqués au Maroc sont facturées par Egide ; il n'y a pas d'exposition au taux de change (en dirhams). La structure de financement mise en place au Maroc est telle que l'impact d'une variation de taux de change euro contre dirham serait ainsi réduit. En effet, les investissements réalisés en 2001 et 2002 ont été financés pour environ 50 % sur fonds propres et pour environ 50 % sur prêts moyen/long terme en monnaie locale. En cas de dévaluation du dirham, la perte comptable sur la valeur des actifs libellés en dirhams serait partiellement compensée par une diminution de la valeur de la dette également libellée en dirhams.

Le chiffre d'affaires réalisé par la filiale anglaise Egide UK est majoritairement libellé en livres sterling. Le chiffre d'affaires global d'Egide UK ne représente cependant que 8 % du chiffre d'affaires du groupe et le risque de change sera limité au résultat de l'exercice.

3.2.2. Risques de taux

Pour financer les investissements réalisés au Maroc dans sa filiale Egima d'une part, et limiter les risques de change suite à une éventuelle dévaluation du dirham d'autre part, Egide a décidé de contracter deux emprunts auprès d'une banque locale. Le montant de l'emprunt moyen terme est de 14,6 millions de dirhams, remboursable sur une période de 7 ans (dont 1 an de franchise en capital) et supportant un taux d'intérêt fixe de 8 % ; l'emprunt à long terme est de 12,7 millions de dirhams, débloqué partiellement à hauteur de 10,678 millions, remboursable sur une durée de 12 ans (dont 1 an de franchise en capital) et supportant un taux d'intérêt fixe de 8,75 %. Ces deux emprunts ont été débloqués en début d'année 2003 ; ils n'incluent pas de clause de remboursement anticipé du fait de l'application de clause de "défaut".

En 2006, Egide SA a contracté deux contrats d'affacturage couvrant les créances domestiques et exports. La commission de financement mensuelle appliquée par les factors aux montants financés est basée sur l'Euribor 3 mois à la clôture du mois précédent. En décembre 2008, Egide USA Inc a signé un contrat de financement avec la société Keltic, basé sur la valeur des encours clients et du stocks, et dont le taux d'intérêt est déterminé de la manière suivante : taux de base + 3,50 % (avec un taux plancher de 7,50 %). Le contrat d'affacturage mis en place chez Egide UK en 2007 auprès de la banque HSBC a été remplacé par un contrat identique auprès de la Lloyds ; le taux d'intérêt est le taux de base + 1,75 %. Enfin, un financement moyen terme de £ 65 000 a été obtenu par Egide UK auprès de la Lloyds, au taux de base + 2,25 %.

Compte tenu du faible impact potentiel des variations de taux sur le compte de résultat consolidé lié à la nature des taux, le groupe n'a pas mis en place de mesures spécifiques pour suivre et gérer les risques de taux.

3.2.3. Risques de liquidité

Voir § 2.1.

3.3. Immobilisations

Les immobilisations incorporelles apparaissant à l'actif du bilan du Groupe au 30 juin 2009 ont été acquises. Il s'agit de brevets, licences et logiciels.

Rubriques (montants en K€)	Valeur au 31/12/2008	Variation de change	Valeur au 31/12/2008 au cours du 30/06/2009	Acquisitions, créations, virements, dotations	Cessions, mises hors service, virements reprises	Actifs destinés à être cédés cf § 3.12.	Valeur au 30/06/2009
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>							
Valeur brute	351		351				351
- amortissements	- 348		- 348	- 1			- 349
- dépréciations							
Valeur nette	3		3	- 1			2
Total immobilisations incorporelles	3		3	- 1			2
<i>Terrains & agencements</i>							
Valeur brute	161		161				161
- amortissements	- 27		- 27	- 1			- 28
- dépréciations	0		0				0
Valeur nette	134		134	- 1			132
<i>Constructions</i>							
Valeur brute	2 320	2	2 322	9		- 1 641	689
- amortissements	- 677		- 677	- 56		433	- 299
- dépréciations	- 104		- 104				- 104
Valeur nette	1 539	2	1 541	- 47		- 1 208	286
<i>Install. techniques & outillage industriel</i>							
Valeur brute	17 365	- 7	17 358	60	- 25	- 2 559	14 834
- amortissements	- 13 247	19	- 13 228	- 257	25	1 253	- 12 208
- dépréciations	- 3 062		- 3 062			1 202	- 1 860
Valeur nette	1 055	12	1 068	- 197	0	- 104	766
<i>Autres immobilisations corporelles</i>							
Valeur brute	2 206	- 2	2 204	2	- 11	- 72	2 123
- amortissements	- 1 941	2	- 1 939	- 32	11	65	- 1 895
- dépréciations	- 14		- 14				- 14
Valeur nette	251	0	251	- 30	0	- 7	214
<i>Immob. corporelles encours, avances & acomptes</i>							
Immob. corp. encours	38		38	3		- 17	24
Avances et acomptes	0		0				0
	38		38	3		- 17	24
Total immobilisations corporelles	3 017	14	3 031	- 272	0	- 1 336	1 421

Les dotations et reprises d'amortissements et dépréciations apparaissent sur la ligne amortissements et dépréciations des immobilisations du résultat opérationnel.

L'application de la norme IAS 36 avait conduit à enregistrer une dépréciation de 3 272 KE au 31 décembre 2005, dont 1 202 KE affectés à Egima, compte tenu du niveau de sous activité des usines du groupe et des hypothèses d'activité future retenues. Cette dépréciation ayant porté pour partie sur les actifs immobiliers du Groupe, les cessions intervenues au cours d'un exercice précédent ont conduit à en reprendre 92 KE, ramenant le montant de la dépréciation à 3 180 KE. La valeur actuelle des actifs inscrits au bilan au 30 juin 2009 permettant de couvrir leur valeur comptable nette, aucune dépréciation complémentaire n'a été enregistrée et le niveau de dépréciation a été maintenu.

Rubriques (montants en K€)	Valeur au 31/12/2008	Variation de change	Valeur au 31/12/2008 au cours du 30/06/2009	Acquisitions, créations, virements, dotations	Cessions, mises hors service, virements reprises	Actifs destinés à être cédés cf § 3.12.	Valeur au 30/06/2009
<i>Immobilisations financières</i>							
Prêts et autres immob. financières	138	- 1	137	8		- 19	126

3.4. Autres actifs non courants

Les actifs désignés dans cette rubrique sont les suivants :

(en K€)	Valeur nette au 30/06/2009	Valeur nette au 31/12/2008
Sicav nanties par Egide SA en garantie d'un emprunt souscrit par Egima au Maroc	0	400
Total	0	400

La dernière échéance de l'emprunt souscrit par Egima étant due au 28 janvier 2010, les sicav nanties seront prises en considération en tant qu'Actifs courants à compter du 30 juin 2009 (cf §3.8.).

3.5. Stocks et encours

Rubriques (montants en K€)	Valeur au 31/12/2008	Variation de change	Valeur au 31/12/2008 au cours du 30/06/2009	Augment., dotations	Diminut., reprises	Valeur au 30/06/2009
<i>Matières premières & approvts</i>						
Valeur brute	7 968	- 6	7 962		- 1 376 *	6 586
- dépréciations	- 4 412	10	- 4 402	- 9	253	- 4 158
Valeur nette	3 556	4	3 560	- 9	- 1 123	2 428
<i>Encours</i>						
Valeur brute	1 434	1	1 435		- 41	1 394
- dépréciations	- 6		- 6	- 4	5	- 5
Valeur nette	1 428	1	1 429	- 4	- 36	1 390
<i>Produits finis</i>						
Valeur brute	1 430		1 430	73		1 503
- dépréciations	- 1 073	1	- 1 072	- 25	28	- 1 067
Valeur nette	357	1	358	48	28	436
<i>Marchandises</i>						
Valeur brute	68		68		- 1	67
- dépréciations	- 59		- 59			- 59
Valeur nette	9		9		- 1	8
Total	5 350	6	5 356	35	- 1 132	4 262

* dont 6 KE transférés en Actifs non courants destinés à être cédés (cf § 3.12.) qui constituent la valeur des stocks d'approvisionnements existants chez Egima au 30 juin 2009.

Il a été appliqué au stock de kovar, matière première qui présente une possibilité d'écoulement par revente ou transformation en structures, un taux de dépréciation limité à 75%, quelle que soit l'année d'origine de ce stock.

3.6. Créances clients et autres débiteurs

Les postes inclus dans la rubrique Clients et autres débiteurs sont les suivants :

Rubriques (montants en K€)	Solde au 30/06/2009 *	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et moins de 5 ans	Dont à plus de 5 ans
Avances et acomptes sur commandes	32	32		
Créances clients et comptes rattachés	3 373	3 373		
Personnel et comptes rattachés	2	2		
Taxe sur la valeur ajoutée	109	109		
Débiteurs divers	302	19	212	71
Total	3 818	3 535	212	71

* hors actifs non courants destinés à être cédés (cf § 3.12.)

Le montant des effets et virements à recevoir inclus dans les créances clients est de 6 KE au 30 juin 2009 et était de 46 KE au 31 décembre 2008.

Le poste « Débiteurs divers » comprend le solde du prix de cession du bâtiment de Cambridge qui a été cédé par Egide USA Inc. en octobre 2008 pour la somme de 2 000 KUSD dont 1 600 KUSD payés immédiatement et le solde sous la forme de 4 billets à ordre de 0,1 KUSD chacun, à échéances 2010, 2012, 2014 et 2016, soit un total de 283 KE au 30 juin 2009.

Le poste créances clients a varié comme suit :

Rubriques (montants en K€)	Valeur au 31/12/2008	Variation de change	Valeur au 31/12/2008 au cours du 30/06/2009	Augment., dotations	Diminut., reprises	Valeur au 30/06/2009
Valeur brute	6 626	18	6 644		- 3 061 *	3 583
- dépréciations	- 297	2	- 295		85	- 210
Valeur nette	6 329	20	6 349		2 976	3 373

* dont 46 KE transférés en Actifs non courants destinés à être cédés (cf § 3.12.) qui constituent la valeur brute non dépréciée des créances clients existantes chez Egima au 30 juin 2009.

Les créances à échéance supérieure à un an sont présentées dans la rubrique "Autres actifs non courants" (cf §3.4.).

3.7. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les OPCVM ont une valeur nette comptable de 312 KE. Les OPCVM sont réalisés au fur et à mesure des besoins de l'exploitation. En conformité avec la définition des équivalents de trésorerie précisée par IAS 7, ces OPCVM sont considérés comme des placements à court terme, aisément convertibles en un montant connu de liquidités et non soumis à des risques significatifs de variation de valeur.

Au 30 juin 2009, la trésorerie en devises du groupe est de 94 KUSD chez Egide SA, 8 KUSD chez Egide USA Inc., et 14 KUSD chez Egide USA LLC. Les disponibilités en euros sont de 208 KE chez Egide SA.

3.8. Autres actifs courants

Les charges constatées d'avance se décomposent comme suit :

(en K€)	30/06/2009*	31/12/2008
Loyers	55	53
Assurances	126	58
Intérêts		
Taxes	16	19
Divers	68	49
Total	266	179

* hors actifs non courants destinés à être cédés (cf § 3.12.)

Les sicav nanties par Egide SA en garantie d'un emprunt souscrit par Egima au Maroc, pour un montant de 226 KE, sont libérées par la banque au fur et à mesure des remboursements des échéances d'emprunt, la dernière trimestrialité étant due au 28 janvier 2010.

Les sicav données par Egide SA en garantie de l'octroi d'une caution au profit des Douanes Marocaines pour Egima pour 64 KE seraient libérées dans un délai de moins d'un an (cf §3.12.)

3.9. Informations sur le capital apporté

Une augmentation de capital a été réalisée en août 2006 par émission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions (ABSA) avec maintien du droit préférentiel de souscription. Au cours du premier semestre de l'exercice 2009, aucun bon de souscription n'a été exercé.

Le capital social s'élève donc au 30 juin 2009 à 12 861 220 euros, soit 1 286 122 actions de 10 euros de valeur nominale.

3.9.1. Plans d'options de souscription d'actions

L'assemblée générale du 20 juin 2007 d'Egide SA a autorisé le conseil d'administration à consentir au bénéfice de ses dirigeants et de certains membres du personnel salarié de la société ou de ses filiales détenues directement ou indirectement, pendant un délai qui expirera le 20 août 2010, des options donnant droit à la souscription d'actions à émettre à titre d'augmentation de son capital. Le nombre total des options consenties et non encore levées ne pourra donner droit à souscrire à plus de 5 % des actions composant le capital social. Les options ainsi attribuées ne peuvent être levées avant un délai de deux ans à compter de la date à laquelle elles sont devenues exerçables, ni cédées avant un délai de deux ans à partir de cette date.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2009, le conseil d'administration n'a pas utilisé cette autorisation.

Aucune option n'a été levée au cours du premier semestre 2009. Au 30 juin 2009, 5 818 options (plan 3.1) sont annulées de plein droit car la condition de réalisation de l'objectif fixé n'a pas été satisfaite.

La situation des divers plans à la clôture de l'exercice est la suivante :

Numéro du plan	Plan 3.2	Plan 4.1	Plan 4.4	Plan 5.1	Plan 5.2	Total
Options attribuées non exercées	726	20 767	4 700	5 000	26 624	57 817
Prix de souscription	14,97 €	29,74 €	31,15 €	27,83 €	5,79€	

Pour information, le cours moyen de l'action Egide SA au cours du premier semestre de l'exercice 2009 a été de 5,75 euros, et le cours de clôture au 29 juin 2009 (pas de cotation pour Egide SA le 30 juin 2009) est de 5,55 euros.

L'assemblée générale ayant fixé le nombre total des options consenties et non encore levées à 5 % maximum des actions composant le capital social, il reste un solde attribuable de 6 489 options au 30 juin 2009.

Les options d'achat d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur à la date d'attribution. La juste valeur des options est déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction (durée de vie de l'option de 4,5 ans et volatilité de 30%). Elle est constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits d'exercice par les salariés avec pour contrepartie une augmentation équivalente des capitaux propres. Les charges constatées au titre d'options devenues caduques avant de pouvoir être exercées sont reprises dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle la caducité est constatée du fait du départ des salariés avant la fin de la période d'acquisition des droits. La charge relative au premier semestre de l'exercice 2009 est de 11 KE.

3.9.2. Autorisations d'augmentation de capital

L'assemblée générale mixte du 19 juin 2009 a autorisé le conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, à l'émission d'actions, de bons de souscription et plus généralement de toutes valeurs mobilières donnant accès, immédiatement et/ou à terme, à des actions de la société, pour un montant nominal maximum de 10 000 k€. Cette émission est autorisée avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription, pour une durée de 26 mois à compter de l'assemblée du 19 juin 2009, et se substitue à la précédente délégation octroyée par l'assemblée générale mixte du 20 juin 2007. Ces autorisations n'ont pas été utilisées au cours du premier semestre de l'exercice.

3.10. Provisions

Rubriques (montants en K€)	Valeur au 31/12/2008	Variat. de change	Valeur au 31/12/2008 au cours du 30/06/2009	Dotat.	Repr. (prov. utilisée)	Repr. (prov. non utilisée)	Entrée de périmètre et autres mouvts	Valeur au 30/06/2009
<i>Provisions non courantes</i>								
Provisions pour avantages au personnel	215		215	25				240
Total	215		215	25				240
Dot. / rep. d'exploitation				25				
Dot. / rep. financières								

La distinction entre provisions courantes ou non courantes est déterminée par l'échéance prévisible de l'obligation du Groupe à l'égard du tiers concerné, qui se situe dans les douze mois qui suivent la fin de la période comptable pour la partie courante.

3.11. Etat des dettes

Rubriques (montants en K€)	Solde au 30/06/2009*	Dont à 1 an au plus	Dont à plus d'1 an et moins de 5 ans	Dont à plus de 5 ans
<i>Dettes financières à plus d'un an</i>				
Emprunts et dettes auprès des établis. de crédit	21		21	a
Emprunts et dettes divers	2		2	
<i>Dettes financières à moins d'un an</i>				
Emprunts et dettes auprès des établis. de crédit	79	79		b
Emprunts et dettes divers	1 770	1 770		c
<i>Fournisseurs et autres créditeurs</i>				
Avances et acomptes reçus sur commandes	345	345		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 131	3 131		
Personnel et comptes rattachés	1 282	1 282		
Taxe sur la valeur ajoutée	30	30		
Autres impôts et taxes	240	240		
Créditeurs divers	86	86		
Dettes sur immobilisations	3	3		
Total	6 988	6 967	23	

* hors passifs liés à des actifs non courants destinés à être cédés (cf § 3.12.)

(a) 18 KGBP (21 KE) à 7.1638% taux fixe sur 3 ans

(b) 22 KGBP (25 KE) à 7.1638% taux fixe sur 3 ans et 46 KGBP (54 KE) de découvert bancaire

(c) dont principalement 810 KE à un taux variable basé sur Euribor 3 mois (contrats d'affacturage Egide SA), 991 KUSD (701 KE) à un taux variable basé sur le taux de base bancaire américain (contrat d'affacturage Egide USA Inc.), et 209 KGBP (245 KE) à un taux variable basé sur le taux de base anglais (contrat d'affacturage Egide UK Ltd).

Au 30 juin 2009, le montant des factures non parvenues inclus dans le poste Dettes fournisseurs et comptes rattachés est de 826 KE, et le montant des charges à payer inclus dans le poste Personnel et comptes rattachés est de 838 KE, et de 76 KE dans le poste autres impôts et taxes.

3.12. Actifs non courants destinés à être cédés

Au 30 juin 2009, Egide SA a engagé une démarche de cession des parts sociales de sa filiale Egima. Ainsi, conformément à IFRS 5, Egima continue à être intégrée globalement avec poursuite de la prise en compte du résultat de son activité, et ses actifs et ses passifs sont classés sur une ligne spécifique du bilan consolidé, à l'actif et au passif.

Le détail de ces lignes figure dans le tableau ci-après :

Rubriques (montants en K€)	Solde au 30/06/2009
<i>Immobilisations corporelles</i>	<i>1 336</i>
Valeur brute	4 289
Amortissements	- 1 751
Dépréciations	- 1 202
<i>Immobilisations financières</i>	<i>19</i>
Prêts et autres immobilisations financières	19
<i>Autres actifs</i>	<i>364</i>
Stocks et en-cours	6
Créances clients et comptes rattachés	46
Personnel et comptes rattachés	3
Taxe sur la valeur ajoutée	274
Autres impôts et taxes	1
Trésorerie	20
Charges constatées d'avance	14
Total des actifs non courants destinés à être cédés	1 719

Une dépréciation de 166 KE a été enregistrée en 2006 pour le poste Taxe sur la Valeur Ajoutée afin de constater le risque de rejet des dossiers de demande de remboursement des crédits de TVA présentés au fisc marocain par Egima.

Rubriques (montants en K€)	Solde au 30/06/2009
<i>Dettes financières à plus d'un an</i>	530
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	530
<i>Dettes financières à moins d'un an</i>	290
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	290
<i>Autres passifs</i>	800
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	386
Personnel et comptes rattachés	17
Taxe sur la valeur ajoutée	1
Impôt sur les sociétés	360
Autres impôts et taxes	36
Total des passifs liés à des actifs non courants destinés à être cédés	1 620

Les dettes financières à plus d'un an représentent 5 974 KMAD (530 KE) à 8.75% taux fixe sur 11 ans, les dettes financières à moins d'un an représentent 2 264 KMAD (201 KE) à 8% taux fixe sur 6 ans et 949 KMAD (84 KE) à 8.75% taux fixe sur 11 ans.

La situation des déficits fiscaux reportables qui existerait chez Egima lors de la cession se décompose ainsi : 2 435 KE reportables indéfiniment, 3 520 KE reportables pour 757 KE jusqu'au 31/12/2009, 1 204 KE jusqu'au 31/12/2010, 954 KE jusqu'au 31/12/2011 et 605 KE jusqu'au 31/12/2012. Ces déficits seraient utilisés lors de la cession pour compenser le produit exceptionnel issu de l'abandon de créance que détient Egide SA sur Egima. C'est pour cela qu'il n'a pas été enregistré d'actif d'impôt différé relatif à cette situation fiscale latente.

La valeur comptable de l'actif net destiné à être cédé, soit 99 KE, est proche de la juste valeur nette des coûts de cession qui est envisagée par la Direction du Groupe. Il n'y a donc pas lieu de déprécier les actifs non courants destinés à être cédés au 30 juin 2009.

3.13. Impôt et crédit d'impôt

Rapprochement entre l'impôt théorique et l'impôt comptabilisé :

	30/06/2009
Résultat avant impôts de l'exercice des entreprises intégrées	- 1 417
Produit d'impôt théorique au taux en vigueur au 30 juin 2009	472
Incidence des pertes reportables	- 472
Impôt minimum dû par Egima	3
Charge d'impôt comptabilisée	3

La situation fiscale latente au 31 décembre 2008 est composée des pertes reportables indéfiniment d'un montant de 36 038 KE pour Egide SA et de 4 280 KE pour Egide USA Inc..

Par mesure de prudence, l'impôt différé correspondant aux déficits reportables n'a pas été porté à l'actif eu égard aux règles comptables applicables.

3.14. Information sectorielle

3.14.1. Secteur primaire

Le premier niveau d'information sectorielle choisi par le Groupe est la ventilation géographique correspondant à la localisation des actifs. Les sociétés Egide SA et Egima ont été regroupées parce qu'Egima est un sous-traitant pour Egide SA qui est son unique client.

(en K€)	Au 30/06/2009				Au 31/12/2008			
	Egide SA et Egima	Egide USA Inc	Egide UK	Total	Egide SA et Egima	Egide USA Inc	Egide UK	Total
Chiffre d'affaires	7 441	3 573	930	11 944	18 196	9 395	2 255	29 847
Résultat opérationnel	- 1 332	- 293	- 41	- 1 665	- 532	- 873	- 302	- 1 706
Actifs immobilisés nets	1 174 *	242	133	1 549	2 706	316	136	3 158
Dépenses d'investiss. de l'exercice	128 *	5	1	134	253	83	19	355
Dépréciation d'actifs immobilisés / IAS 36	1 669 *	294	15	1 978	2 871	294	15	3 180
Dettes financières à plus d'un an	0 *	2	21	23	642	9	31	682
Dettes financières à moins d'un an	810 *	715	324	1 849	2 975	899	157	4 031

* hors actifs non courants destinés à être cédés et passifs liés (cf § 3.12.)

3.14.2. Secteur secondaire

Les actifs de production (hormis les équipements de fabrication de la céramique chez Egide SA) étant communs à tous les produits, quels que soient leur technologie (verre-métal ou céramique) et leur secteur d'application (défense-spatial, télécoms ou industrie), il est donc impossible de ventiler le résultat opérationnel et les actifs par secteurs d'activité et donc de fournir ces informations. Les informations du secteur secondaire sont réduites au chiffre d'affaires réparti par secteur d'application des produits vendus.

(en K€)	30/06/2009	31/12/2008
Défense - spatial	6 353	12 032
Industrie	4 073	10 369
Télécoms	1 518	7 446
Total	11 944	29 847

3.15. Résultat financier

Les produits de trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent essentiellement le résultat sur cessions de VMP réalisées par Egide SA.

Le coût de l'endettement financier brut représente les charges d'intérêts sur les emprunts apparaissant au bilan et la commission de financement liée à l'affacturage.

Le détail des autres produits et charges financiers est le suivant :

(en K€)	30/06/2009	31/12/2008
Résultat de change	26	- 74
<i>produit</i>	643	711
<i>charge</i>	- 617	- 785
Produits et charges divers		- 2
<i>produit</i>		9
<i>charge</i>		- 11
Total	<u>26</u>	<u>- 76</u>

3.16. Transactions avec les parties liées

Les dirigeants d'Egide SA sont au nombre de 4, 1 Président Directeur général et 3 administrateurs.

La rémunération brute versée au Président du Conseil d'Administration s'est élevée à 77 KE au titre du premier semestre de l'exercice 2009 (75 KE de salaire et 2 KE d'avantages en nature). Elle ne comprend que des éléments fixes. En tant que mandataire social, il bénéficie d'une assurance chômage (contrat Garantie Sociale des Chefs et dirigeants d'entreprises), dont la part patronale constitue un avantage en nature. Il bénéficie également d'une voiture de fonction ainsi que d'un intéressement sur les résultats, au même titre que l'ensemble des salariés de l'entreprise. Aucun intéressement n'a été versé en 2009.

Il n'a pas été versé de rémunération au titre des fonctions de dirigeant d'Egide USA LLC, Egide USA Inc. et Egima.

Les administrateurs d'Egide SA n'ont pas reçu d'options de souscription d'actions, à l'exception du Président Directeur général qui, au 30 juin 2009, est titulaire de 40 767 options de souscription d'actions. En conformité des dispositions de la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006, il est précisé qu'un minimum de 20 % des actions issues de l'exercice des options consenties à compter de cette date devra être conservé au nominatif et ce, jusqu'à la cessation des fonctions du Président Directeur général.

Il a été versé au cours du premier semestre de l'exercice 2009 15 KE de jetons de présence aux autres membres du conseil d'administration (montant brut) au titre de l'exercice 2008 (3 KE au titre d'avance sur ces jetons avaient été versés en 2008).

Par ailleurs, les administrateurs bénéficient d'une assurance "Responsabilité civile des dirigeants et mandataires sociaux" souscrite auprès de la société AIG. La garantie est de 4 500 KE maximum, la franchise aux USA est de 25 KUSD et la prime annuelle de 12 KE hors taxes.

3.17. Engagements hors bilan**Engagements donnés**

Les engagements hors bilan peuvent être résumés dans le tableau suivant :

Rubriques (en K€)	30/06/2009*	31/12/2008
Nantissements	0	400
Cautions données	3 451	4 100
Total	<u>3 451</u>	<u>4 500</u>

* hors passifs liés à des actifs non courants destinés à être cédés (cf § 3.12.)

En faveur des sociétés liées :

- Egide SA s'est portée caution en faveur de la banque Lloyds dans le cadre de la mise en place d'un contrat d'affacturage pour sa filiale Egide UK en avril 2008, pour un montant de 350 KGBP représentant 411 KE au 30 juin 2009. Elle s'est également portée caution en faveur de cette banque dans le cadre d'un emprunt souscrit par Egide UK en avril 2008 d'un montant de 65 KGBP représentant 76 KE au 30 juin 2009, et dans le cadre d'un découvert bancaire obtenu en mars 2009 d'un montant de 50 KGBP représentant 58 KE au 30 juin 2009.
- Egide SA s'est portée caution en faveur de la société 4 Washington Street Investment LLC dans le cadre d'un contrat de bail signé par Egide USA Inc en octobre 2008 à hauteur des sommes dues par Egide USA Inc au titre de ce contrat, sans limitation de montant (le loyer annuel étant de 219 KUSD, réindexé de 3% tous les ans à partir de la 3^{ème} année, et la durée du contrat de bail est de 10 ans), représentant au maximum au titre des loyers la somme de 2 439 KUSD soit 1 726 KE au 30 juin 2009.
- Egide SA s'est portée caution en faveur de la société Keltic dans le cadre de la mise en place d'un contrat de financement (basé sur les créances clients et les stocks) pour sa filiale Egide USA Inc en décembre 2008, pour un montant maximum de 1 750 KUSD représentant la somme de 1 238 KE au 30 juin 2009.

En faveur de tiers divers :

- Le nombre d'heures de formation utilisées au premier semestre 2009 dans le cadre du Droit Individuel à la Formation est non significatif au regard du nombre d'heures acquises (environ 7 500 heures) par les salariés d'Egide SA.

Engagements reçus

- Aucune garantie bancaire n'a été émise au profit d'Egide.

Engagements réciproques

- Dans le cadre de la mise en place de l'affacturage en avril 2006, Egide SA a souscrit une police d'assurance crédit dans laquelle elle a désigné les factors comme bénéficiaires des indemnisations à percevoir en cas de défaillance des clients de la société. Les obligations d'indemnisation de la compagnie d'assurance sont limitées vis-à-vis de la société à un décaissement maximum égal à 1 500 KE.

Engagements relatifs aux actifs non courants destinés à être cédés

- Egide SA a remis en gage des SICAV :
 - au Crédit Lyonnais jusqu'au 12 février 2010, pour un montant à l'origine de 1 420 KE afin de garantir l'emprunt à moyen terme accordé à la filiale marocaine Egima. Le montant de ce gage est réduit chaque trimestre à hauteur du solde de l'emprunt restant à rembourser. Cette opération permet de libérer une SICAV nantie quand la réduction du gage est au moins égale à la valeur unitaire d'une SICAV support. Au 30 juin 2009, le solde du gage, en valeur actualisée au 30 juin 2009, est de 226 KE pour un solde d'emprunt de 201 KE.
 - au Crédit du Nord, pour un montant à l'origine de 57 KE afin de garantir la caution bancaire accordée à la filiale marocaine Egima, dans le cadre des cessions d'admissions temporaires. La garantie est valable jusqu'à mainlevée de cette caution. La valeur actualisée des SICAV nanties au 30 juin 2009 est de 64 KE.

Ces équivalents de trésorerie ont été affectés au poste « Autres actifs courants ».

- Egide SA s'est portée caution à première demande en faveur du Crédit du Maroc afin de garantir l'emprunt à long terme accordé par cette banque à Egima, jusqu'au remboursement complet de ce prêt le 21 mars 2015, pour un montant de 615 KE.

3.18. Ventilation de l'effectif moyen

	30/06/2009	30/06/2008	31/12/2008
Cadres et assimilés	59	62	61
Agents de maîtrise et techniciens	40	43	42
Employés	11	22	21
Ouvriers	216	294	291
	<u>325</u>	<u>421</u>	<u>415</u>

Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

EGIDE S.A.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2009**

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine cedex

Moore Stephens Syc
15, rue du midi
92200 Neuilly-sur-Seine

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2009

Aux Actionnaires

EGIDE S.A.

Parc d'activités de Pissaloup
2, rue Descartes
78190 Trappes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Egide S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause notre conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 « Principes généraux » de l'annexe qui expose les conditions relatives au maintien du principe de continuité d'exploitation.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 6 novembre 2009

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Jean-François Châtel

Moore Stephens Syc

Serge Yablonsky